



COMMERCE, PARITÉ ET DÉVELOPPEMENT

**DÉFENDRE UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ÉQUITABLE
ET SOUCIEUX DE PARITÉ AU NIVEAU MONDIAL**



Améliorer le lot des femmes et des filles est l'un des principaux impératifs moraux, politiques et économiques de notre époque. Qu'elles vivent dans les pays développés ou dans les pays en développement, les femmes n'ont pas les mêmes chances que les hommes, ni les mêmes possibilités de tirer parti du développement de l'économie nationale et d'y apporter leur contribution. D'un point de vue économique, ce n'est ni juste ni avisé: ne pas investir suffisamment en faveur des femmes limite le développement, entrave la lutte contre la pauvreté et freine la croissance économique. Ce n'est qu'en prenant toute la mesure de l'inégalité des chances entre hommes et femmes que les décideurs pourront infléchir les politiques économiques pour réduire les écarts et mettre pleinement à profit le potentiel de leurs concitoyens.

Le Mandat de Doha

Le Mandat de Doha, adopté par les États membres à la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Doha, 21-26 avril 2012), réaffirme les liens entre l'égalité hommes-femmes et le développement équitable. Il mentionne l'égalité entre les sexes et l'émancipation des femmes parmi les objectifs s'imposant à tous les pays (Mandat de Doha, par. 8). Il dispose que «[l']émancipation des femmes revêt notamment une importance cruciale pour exploiter les possibilités de croissance et de développement équitables» (par. 51) et recommande aux États membres de remédier aux obstacles à l'émancipation des femmes, comme les préjugés sexistes et les inégalités de revenus, par des mesures appropriées. Le Mandat de Doha invite la CNUCED à «[r]enforcer ses travaux sur les liens entre l'égalité des sexes, l'émancipation des femmes et le commerce et le développement [...]» (par. 56 n)).



I. QUEL EST LE RÔLE DE LA CNUCED?

Dans le cadre de son programme de travail sur le commerce, la parité et le développement, la CNUCED aide ses pays membres à élaborer leur politique économique, en particulier leur politique commerciale, qui est un moteur du développement équitable.

La mise en œuvre de ce programme de travail incombe à la Section du commerce, de la parité et du développement de la Division du commerce international des biens et services, et des produits de base. Outre ses activités courantes, la section contribue au plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes et à la prise en compte des questions de parité à l'intérieur de la CNUCED.

Qu'entend-on par prendre en compte les questions de parité dans la politique commerciale?

Prendre en compte les questions de parité dans les politiques économiques, c'est évaluer les effets de ces politiques sur le bien-être des hommes et des femmes. En d'autres termes, c'est examiner comment elles influent sur les relations entre les sexes. Par exemple, les politiques appliquées creusent-elles ou réduisent-elles les écarts de revenus entre hommes et femmes? C'est aussi tenir compte de ces effets divergents lors de l'élaboration et de l'application des politiques.

La prise en compte des questions de parité dans la politique commerciale vise: a) à mieux comprendre les avantages et les inconvénients des politiques commerciales selon que l'on est homme ou femme; b) à concevoir et à mettre en œuvre des mesures macroéconomiques, notamment commerciales, qui permettront d'offrir les meilleures chances à tous; c) à faciliter l'accès des femmes à des secteurs économiques plus dynamiques et plus avancés technologiquement; d) à empêcher que les disparités entre les sexes ne s'accroissent et à contribuer à les atténuer; et e) à agir en faveur de l'autonomie et du bien-être des femmes.

Les activités de la CNUCED dans ce domaine sont notamment les suivantes:

A. Analyser le commerce et la parité au niveau national

À travers une série originale d'études de cas réalisées dans divers pays, la CNUCED mesure la contribution des femmes à l'économie et met à l'essai différentes méthodologies qui visent principalement à déterminer comment évaluer au mieux l'impact de la politique commerciale sur les femmes travaillant dans les secteurs productifs. Dans ces études, la CNUCED examine aussi les effets des politiques commerciales sur les femmes en tant que consommatrices et dans d'autres aspects de leur vie. Jusqu'à présent, ces études ont porté sur trois pays: le Bhoutan, le Cap-Vert et le Lesotho, et d'autres sont en cours sur l'Angola, le Rwanda et l'Uruguay.

Études de cas nationales

Who is benefiting from trade liberalization in Lesotho? A gender perspective (Qui tire parti de la libéralisation du commerce au Lesotho considérée sous l'angle de la parité?) (août 2012). Dans le cas du Lesotho, l'étude porte sur des employées du secteur de l'habillement et confirme que la politique commerciale – en l'occurrence, un accès privilégié au marché des États-Unis – peut stimuler la création d'emplois pour les femmes, y compris les femmes relativement peu qualifiées qui n'auraient autrement guère de chance d'occuper un emploi formel. De plus, les ouvrières des usines de vêtements bénéficient de programmes de santé au travail innovants, qui



leur assurent la gratuité des soins et des traitements contre le VIH dans un pays où l'épidémie du VIH/sida s'est propagée d'une manière disproportionnée parmi les femmes. Le tableau doit toutefois être un peu nuancé. Si les femmes sont présentes dans toutes les branches de l'industrie textile (y compris les ressources humaines, l'encadrement et l'administration), elles font majoritairement partie des maillons de la chaîne de production (couture, coupe et conditionnement) qui emploient une importante main-d'œuvre non qualifiée, sont les moins rémunérateurs et offrent le moins de possibilités de perfectionnement professionnel. Les auteurs de l'étude soulignent la vulnérabilité d'une stratégie de croissance centrée sur des activités à faible valeur ajoutée et tributaire de l'accès préférentiel à un seul marché, et mettent également en doute la viabilité de cette approche, en particulier pour les femmes.

Who is benefiting from trade liberalization in Cape Verde? A gender perspective (Qui tire parti de la libéralisation du commerce au Cap-Vert considérée sous l'angle de la parité?) (décembre 2011, disponible en anglais et en portugais). L'étude décrit les effets

de la politique commerciale sur les ménages, en leur qualité à la fois de consommateurs et d'apporteurs de revenu, et, plus particulièrement, sur les ménages dirigés par une femme. Elle montre que la réciprocity commerciale entre l'Union européenne et le Cap-Vert et l'abaissement des droits d'importation qui en résulterait pourraient avoir des effets non négligeables sur le bien-être des femmes. D'un côté, les simulations de baisse des prix des produits alimentaires due à la réduction des droits sur les importations de produits agricoles font apparaître une diminution du nombre de ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté (le plus souvent des ménages dirigés par une femme). D'un autre côté, la réduction des droits entraînerait une baisse des recettes disponibles pour le financement des services publics, ce qui alourdirait la charge

de travail des femmes au titre des soins à la famille. L'étude, qui montre également que les envois de fonds sont une source importante de revenus pour les familles cap-verdiennes, contient des recommandations sur la manière dont la politique commerciale peut favoriser ces envois. Enfin, les auteurs de l'étude examinent plus en détail les effets redistributifs d'une stratégie de croissance axée sur le tourisme et attirent l'attention sur les risques liés à l'émergence d'inégalités de revenus structurelles qui pourraient être particulièrement préjudiciables aux femmes.



Who is benefiting from trade liberalization in Bhutan? A gender perspective (Qui tire parti de la libéralisation du commerce au Bhoutan considérée sous l'angle de la parité) (mars 2011). À travers l'analyse des principaux secteurs économiques et de la structure des échanges commerciaux du Bhoutan, les auteurs de cette étude évaluent les effets de l'expansion du commerce sur l'égalité des sexes et mettent en évidence des branches d'activité qui pourraient être particulièrement prometteuses pour les femmes. Selon eux, en exploitant son image et sa stratégie de développement sans équivalent, basée sur le principe du bonheur national brut, le Bhoutan pourrait devenir une marque reconnue par des instruments relatifs aux droits de propriété intellectuelle et pourrait positionner ses produits de manière stratégique sur les marchés à forte valeur ajoutée. Des stratégies axées sur la valeur ajoutée rendraient plus rentable la participation des femmes aux secteurs d'activité qui sont habituellement leurs tels que la fabrication de produits issus de l'agriculture biologique, de la sylviculture et la fabrication de textiles traditionnels.



B. Aider les femmes dans les pays les moins avancés

Le Cadre intégré renforcé (CIR) en faveur des pays les moins avancés (PMA) a été conçu pour intégrer la politique commerciale dans les stratégies nationales de développement et pour coordonner l'assistance technique liée au commerce fournie par les partenaires de développement en réponse aux besoins ayant été identifiés. Une étape essentielle de ce processus est l'élaboration et la mise à jour de l'étude diagnostique sur l'intégration du commerce, à partir de laquelle des recommandations pratiques sont formulées et des interventions sont décidées en vue du renforcement des capacités nationales. Afin que ces études diagnostiques contribuent davantage à un développement équitable, la CNUCED recommande que les analyses et les plans d'action qui en découlent tiennent compte des questions de parité et prévoient des actions en faveur des femmes.

Dans cette optique, la CNUCED a réalisé une étude sur le secteur de la pêche en Gambie et sur ses perspectives de création de valeur ajoutée et d'intégration sociale, en particulier pour les femmes. Il en ressort que le développement de l'industrie de transformation du poisson orientée vers l'exportation devrait offrir aux femmes de nombreuses possibilités d'emploi. Toutefois, comme l'activité exportatrice du secteur a toujours été contrôlée par les hommes, les disparités existant entre les sexes pourraient s'en trouver amplifiées. Les auteurs de l'étude proposent des mesures correctives (par exemple, l'égalité d'accès des hommes et des femmes aux infrastructures nouvelles et modernisées) et font des suggestions visant à améliorer les possibilités d'activités rémunératrices pour les femmes (par exemple, l'élevage de crevettes et l'ostréiculture), qui peuvent être mises en place grâce à l'assistance technique.

De la théorie à la pratique ou comment traduire une volonté en actes

Il y a loin de la théorie à la pratique et de la volonté politique de promouvoir l'égalité entre les sexes à la mise en place de dispositifs d'application efficaces. Partout à travers le monde, que ce soit au niveau national ou régional, la problématique hommes femmes est rarement prise en compte au moment de l'élaboration ou de l'application des politiques économiques. Elle est souvent négligée avant ou pendant la négociation d'accords commerciaux. Selon la CNUCED, la prise en compte des questions de parité lors de l'élaboration et de l'application des politiques macroéconomiques – y compris de la politique commerciale – est une manière de donner du contenu et du sens aux engagements en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. La politique économique peut promouvoir l'égalité des sexes en s'appuyant sur les cadres multilatéraux d'aide au développement, comme le programme d'aide au commerce de l'OMC et le Cadre intégré renforcé, qui permettent de mettre le commerce international au service de l'émancipation économique des femmes.

C. Former les chercheurs et les universitaires

Le programme de travail ne se limite pas au pilier de la recherche et de l'analyse ni aux activités menées au sein de la Division. La Section du commerce, de la parité et du développement et l'Institut virtuel de la CNUCED mettent en commun leurs compétences pour créer un module d'enseignement sur le commerce et la parité. Ce support pédagogique vise à renforcer les capacités d'enseignement et de recherche sur le commerce et la parité dans les établissements universitaires des pays en développement/en transition, ainsi que les capacités des parties prenantes de ces mêmes pays afin que les questions de parité soient prises en compte dans la politique commerciale.

Le support pédagogique sera composé des éléments ci-après:

- Une série d'exposés multimédias qui présenteront la problématique du commerce et de la parité;
- Une publication constituée d'une partie sur le fond/qualitative et d'une partie méthodologique/quantitative;
- Un cours en ligne sur le commerce et la parité.

S'y ajouteront un atelier régional à l'intention des chercheurs de la région subsaharienne et des projets de recherche tutorés, destinés à faciliter la mise en application des connaissances sur le commerce et la parité en fonction des spécificités nationales.

Ces activités auront lieu durant la période 2013-2015.

II. EN QUOI CONSISTE NOTRE ACTION?

A. Renforcer les capacités locales, partager des informations et faire en sorte que les partenaires nationaux s'approprient les résultats obtenus

La CNUCED mène ses travaux de recherche en étroite collaboration avec les partenaires nationaux, qui sont les détenteurs ultimes du processus et de ses résultats. Ce sont eux qui peuvent traduire les résultats des recherches en moyens d'action.

En préparation des études de cas nationales, des missions d'enquête sont menées afin de rassembler des informations concrètes et de mieux connaître les effets des politiques commerciales sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons.

Une fois les études de cas publiées, des ateliers nationaux sont organisés. Leur objectif est double: sensibiliser les décideurs locaux aux liens entre commerce et parité et fournir aux acteurs nationaux concernés une initiation pratique aux méthodologies utilisées. Participent aux ateliers nationaux des fonctionnaires gouvernementaux, des représentants de la société civile, des représentants des équipes de pays des Nations Unies et des experts internationaux.

Questions de méthodologie

Trois méthodologies ont été mises au point pour les études de cas. La première utilise les microdonnées de l'étude pour étudier les effets redistributifs de la politique commerciale sur les ménages, en particulier ceux qui sont dirigés par une femme. La deuxième méthodologie est centrée sur les relations entre la politique commerciale, la transformation de l'économie et l'évolution de l'emploi qui en résulte. Il s'agit de déterminer si ces facteurs entraînent une augmentation ou une diminution du nombre de femmes dans la population active. La troisième méthodologie est fondée sur la chaîne de valeur et évalue la contribution des femmes à l'économie en étudiant des secteurs déterminés.

Ces méthodologies ont été élaborées à partir des données disponibles et ont été régulièrement perfectionnées et mises à jour afin qu'il soit possible d'analyser la réalité sociale d'un pays dans toute sa complexité.

La CNUCED dispense des formations sur les différentes méthodologies au niveau national afin que les pays puissent plus tard actualiser les études.



B. Sensibiliser les décideurs, les parties prenantes et les donateurs

La CNUCED encourage le débat sur la parité et l'économie, en particulier sur la parité et le commerce, en vue: a) de rehausser son importance politique; b) de jeter un éclairage nouveau sur la relation entre politiques macroéconomiques, développement et parité; et c) d'engager des initiatives pour poursuivre ces objectifs.

Lorsque le débat sur le commerce et la parité porte ses fruits

Réunion de haut niveau sur les femmes et le développement (Doha, 23 avril 2012) Tenue dans le sillage de la crise économique et financière mondiale, la treizième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement avait notamment pour objectif de trouver un consensus sur la voie à suivre pour rendre la mondialisation plus équitable et durable. Les questions relatives à la parité ont été au centre du débat qui a eu lieu pendant la réunion de haut niveau sur les femmes et le développement, l'idée étant qu'il serait impossible d'instaurer un développement équitable sans s'intéresser au rôle des femmes dans la société. D'une façon générale, les participants ont estimé que la persistance des inégalités et de l'exclusion était une source d'instabilité sociale et un frein à la croissance économique. Le ralentissement de l'activité économique ne pouvait justifier l'absence de progrès dans ce domaine.



Le commerce au service des femmes dans les PMA, quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (Istanbul, 11 mai 2011). Organisée conjointement par la CNUCED et l'ONU-Femmes (Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes en marge de la Conférence), cette réunion a permis de montrer comment le commerce pouvait contribuer à l'émancipation économique des femmes dans les PMA. Les nombreux obstacles auxquels elles se heurtent ont aussi été mis en évidence lors de la présentation des études de cas nationales menées par la CNUCED et l'ONU-Femmes dans un certain nombre de PMA. Parmi les exemples donnés on peut citer la difficulté pour les femmes d'accéder aux informations commerciales et au crédit, de se conformer à des normes et des règlements de plus en plus stricts, ou encore de bénéficier des instruments relatifs aux droits de propriété intellectuelle.



III. COMMENT LA CNUCED CONTRIBUE-T-ELLE AU PLAN D'ACTION À L'ÉCHELLE DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES?

La CNUCED contribue activement au plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies sur l'égalité des sexes. Dans le cadre de ses travaux avec d'autres institutions, elle coorganise des manifestations et participe à des réunions de haut niveau sur les questions de parité considérées dans le contexte économique. De telles réunions sont aussi destinées à améliorer la coordination entre les institutions et à les rendre mieux à même de réaliser des études sur des questions de parité qui présentent un intérêt pour les décideurs.

Durant le second semestre de 2012, la CNUCED a participé à la Consultation mondiale sur les inégalités, qui a été l'occasion de mesurer l'état d'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement en égard aux inégalités fondamentales existant dans tous les domaines et de recueillir des avis sur la meilleure manière de traiter ces questions dans le programme de l'après 2015.

Le programme de développement pour l'après-2015: une occasion à ne pas manquer

L'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 qui est en cours, et notamment la définition des objectifs de développement durable, offre une occasion rêvée de prendre résolution en compte les questions de parité et l'émancipation économique des femmes. Dans le cadre de ces travaux, la CNUCED a participé à la Consultation mondiale sur les inégalités, en présentant un document intitulé «Trade policy and gender inequalities: A country-based analysis» (Politique commerciale et inégalités hommes-femmes: une analyse par pays), dans lequel elle examine la relation entre politique commerciale, égalité des sexes et développement global. Ce document contient des recommandations pratiques, basées sur des données factuelles.



En tant que chef de projet de l'Équipe spéciale des Nations Unies sur la parité et le commerce, la CNUCED a été à l'initiative d'un document d'information intitulé «Gender Equality and Trade Policy» (Égalité des sexes et politique commerciale), publié en 2011.

Équipe spéciale interinstitutions sur la parité et le commerce: une vision commune

Le document d'information «Gender Equality and Trade Policy» présente la vision commune du système des Nations Unies sur les liens entre l'égalité des sexes et la politique commerciale. Il livre un aperçu des principales questions, préoccupations et recommandations d'action, en se référant aux résolutions, documents, publications et sites Web officiels de l'ONU sur le sujet.



IV. LA PRISE EN COMPTE DES QUESTIONS DE PARITÉ À LA CNUCED

La Section du commerce, de la parité et du développement œuvre en faveur d'une meilleure prise en compte de la problématique hommes-femmes dans les travaux de la CNUCED. Elle a élaboré une stratégie, approuvée par le Secrétaire général en décembre 2011, qui vise à intégrer les questions de parité dans les activités de fond de la CNUCED.

La Section est chargée d'établir le rapport de la CNUCED sur le nouveau Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies (ONU-SWAP) sur l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme. Ce plan d'action fixe des indicateurs de résultat et donne des directives aux hauts fonctionnaires qui sont tenus de veiller à l'application des principes de la parité et de l'autonomisation des femmes dans les activités relevant de leur mandat.



SECTION DU COMMERCE, DE LA PARITÉ ET DU DÉVELOPPEMENT

**Division du commerce international des biens et services,
et des produits de base**

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Palais des Nations

8-14, avenue de la Paix

1211 Genève 10, Suisse

Site Web: <http://unctad.org/gender>

Courriel: gender@UNCTAD.org



CNUCED
PROSPÉRITÉ POUR TOUS